

*l'Association internationale africaine*, dont le roi des Belges est le président; c'était vouloir s'emparer d'un pays à l'exclusion des autres nations qui, elles aussi, ont le droit d'y pénétrer. M. de Brazza a répondu avec beaucoup de raison que la Belgique et son roi n'étaient pas tellement désintéressés dans l'accomplissement de leur œuvre, appelée internationale : « On ne dépense pas des millions dans un but aussi platonique, disait-il fort bien. Pour qu'un petit pays, comme la Belgique, ne recule pas devant de telles dépenses et toutes celles que l'avenir laisse entrevoir, il lui faut une confiance dans les résultats. Qu'importe, en effet, aujourd'hui une dépense de quelques millions pour acquérir des droits, — et demain celle de cinquante à soixante millions, pour tracer un chemin de fer à travers tous les obstacles possibles, si le commerce de l'Afrique équatoriale doit se chiffrer par des milliards? » D'ailleurs il ajoutait que la France n'est ni exclusive ni égoïste, et que ses colonies ont toujours été ouvertes aux étrangers.

Cet argument réfuté, une autre difficulté se présentait, celle-là suggérée par l'Angleterre. Les Français s'étaient emparés du Congo; mais le pays tout entier n'appartient-il pas aux Portugais? Ainsi nos voisins d'Outre-Manche exagéraient des droits qu'eux-mêmes avaient déniés jusqu'à ce jour au Portugal; ils se servaient de la prépondérance qu'ils ont acquise dans ce petit royaume, pour ainsi dire leur vassal, et cela afin de nous combattre d'une manière indirecte et plus perfide. Cette difficulté a encore été résolue, et le Portugal s'est prêté à un accommodement qui respecte tous nos droits sur le territoire de Ntamo et le Nord du Congo. La Chambre a voté les crédits nécessaires à la consolidation de notre empire naissant; elle a ratifié le traité passé avec le roi Makoko, et elle a envoyé M. de Brazza achever l'œuvre qu'il a commencée avec tant de courage et de sagacité.

Il me reste à dire un mot des intérêts que nous avons au Congo, afin de constater que nos sacrifices ne sont pas inutiles dans ce pays, et que nous serons suffisamment payés de toutes nos peines. Un économiste célèbre de notre temps, M. Paul Leroy-Beaulieu, dans un ouvrage savamment pensé, parlait de la colonisation dans les termes suivants : « La colonisation est la force expansive d'un peuple, c'est sa puissance de reproduction, c'est sa dilatation et sa